






Note : ce document a été constitué à partir de divers documents trouvés sur internet et en particulier de Wikipédia, du CNDP et de la documentation site de l'ESPE de Lyon. Il résume l'essentiel de ce qu'il faudrait savoir dans le cadre de l'ISN sur "droit et société".

ISN droit et société

1) **Droits d'auteurs :**

La loi vous accorde automatiquement un droit d'auteur exclusif sur toute œuvre de votre création, comme par exemple les histoires que vous pouvez écrire, la musique que vous pouvez enregistrer, les photos que vous pouvez prendre, les logiciels que vous créez et les vidéos que vous pouvez filmer. Ce qui signifie que sans avis contraire de votre part, personne ne peut diffuser votre travail ou y apporter des changements.

Code de la propriété intellectuelle Droits attachés aux œuvres de l'esprit

<p>Droits patrimoniaux ou d'exploitation - L122-1 à L122-12</p> <p>Droits qui permettent à un auteur de retirer un bénéfice de son œuvre. Droit exclusif d'autoriser ou non l'utilisation de l'œuvre</p> <p>Droit de représentation - L122-2</p> <p>Par tous les moyens de diffusion possibles : projection, récitation, présentation</p> <p>Droit de reproduction - L122-3</p> <p>Fixation matérielle de l'œuvre par tous les procédés possibles : enregistrement sonore, numérisation, photocopie</p> <p>Droit de suite - L122-8</p> <p>Revente de l'oeuvre La contrepartie de l'autorisation d'utiliser une oeuvre est : la rémunération.</p> <p>Ces droits sont :</p> <p> TEMPORAIRES (70 ans après la mort de l'auteur)</p> <p> CESSIBLES Gestion collective : SACEM, CFC...</p>	<p>Droit moral - (se décompose en 4)</p> <p>Droit de divulgation</p> <p>faculté pour l'auteur de décider quand son œuvre peut être reçue par le public.</p> <p>Droit au respect de l'intégrité de l'œuvre</p> <p>Droit de paternité - L121-1</p> <p>droit au respect du nom</p> <p>Droit de repentir ou de retrait</p> <p>qui donne la possibilité aux auteurs de résilier le contrat d'exploitation d'une œuvre.</p> <p>Ce droit est :</p> <p> PERPETUEL</p> <p> INALIENABLE</p> <p> IMPREScriptible</p>
--	---

2) Licences logicielles :

Une **licence de logiciel** est un [contrat](#) par lequel le titulaire des droits d'auteur sur un [programme informatique](#) définit avec son cocontractant (exploitant ou utilisateur) les conditions dans lesquelles ce programme peut être utilisé, diffusé ou modifié.

Pour le grand public, l'achat d'un logiciel revient en fait à obtenir une licence, puis à accepter le contrat de licence utilisateur final (CLUF).

Types de licences

Licences propriétaires:

Licence fixe

La licence fixe est conçue pour être installée sur un ordinateur particulier. Elle peut utiliser une caractéristique spécifique à cet ordinateur (par exemple son adresse MAC) pour vérifier et contraindre la conformité de l'usage de la licence.

Licence nominative

La licence nominative est attribuée à un utilisateur particulier, qui peut l'installer sur tout ordinateur, mais est le seul utilisateur agréé à l'utiliser.

Licence flottante

La licence flottante fonctionne avec un ordinateur serveur de licence(s) : celui-ci décompte le nombre de licences utilisées à un instant T sur le réseau : tant qu'au moins une licence reste disponible, tout ordinateur du réseau réclamant une licence se la verra affecter temporairement, le temps d'utilisation du logiciel concerné.

Shareware

La licence shareware -ou partagiciel- attribue un droit temporaire et/ou avec des fonctionnalités limitées d'utilisation. Après cette période d'essai, l'utilisateur devra rétribuer l'auteur pour continuer à utiliser le logiciel ou avoir accès à la version complète.

freeware:

logiciel gratuit...indépendamment de sa licence d'utilisation !

Licences libres

Principaux types de licence de logiciel libre :

GPL : L'objectif de la licence GNU GPL, selon ses créateurs est de garantir à l'utilisateur les droits suivants (appelés *libertés*) sur un programme informatique :

1. Le droit d'exécuter le logiciel, pour n'importe quel usage ;
2. La liberté d'étudier le fonctionnement d'un programme et de l'adapter à ses besoins, ce qui passe par l'accès aux codes sources ;
3. La liberté de redistribuer des copies ;
4. La liberté de faire bénéficier la communauté des versions modifiées.

La GPL ne donne pas à l'utilisateur des droits de redistribution sans limite. Le droit de redistribuer est garanti seulement si l'utilisateur fournit le code source de la version modifiée. En outre, les copies distribuées, incluant les modifications, doivent être aussi sous les termes de la GPL : ceci s'appelle le "copyleft". En cas de non-respect de cette clause, l'utilisateur tombe sous le coup de la loi sur les droits d'auteur (copyright), car tout doit être conforme à la loi sur les droits d'auteur, sauf ce qui est explicitement permis par la GPL !

Licences Creative Commons :

Chaque licence se différencie selon des options sélectionnées par l'auteur qui souhaite informer le public que certaines utilisations sont autorisées à l'avance, bien qu'elles soient interdites par défaut sous le régime du droit d'auteur. Ces licences sont désignées par leur nom et peuvent être communiquées graphiquement par les icônes représentant les différentes options choisies par l'auteur.

Signification de chaque option :

Les auteurs ou titulaires des droits d'auteur peuvent choisir un ensemble de conditions qu'ils souhaitent appliquer à leurs oeuvres:



Attribution: Toutes les licences Creative Commons obligent ceux qui utilisent vos oeuvres à vous créditer de la manière dont vous le demandez, sans pour autant suggérer que vous approuvez leur utilisation ou leur donner votre aval ou votre soutien.



Pas d'utilisation commerciale: Vous autorisez les autres à reproduire, à diffuser et (à moins que vous choisissiez 'Pas de Modification') à modifier votre œuvre, pour toute utilisation autre que commerciale, à moins qu'ils obtiennent votre autorisation au préalable.



Partage dans les mêmes conditions: Vous autorisez les autres à reproduire, diffuser et modifier votre œuvre, à condition qu'ils publient toute adaptation de votre œuvre sous les mêmes conditions que votre oeuvre. Toute personne qui souhaiterait publier une adaptation sous d'autres conditions doit obtenir votre autorisation préalable.



Pas de modification: Vous autorisez la reproduction et la diffusion uniquement de l'original de votre oeuvre. Si quelqu'un veut la modifier, il doit obtenir votre autorisation préalable.

Ces quatre options peuvent être arrangées pour créer six licences différentes, les six licences Creative Commons :

[Attribution](#)



[Attribution](#)



[Pas de Modification](#)

[Attribution](#)



[Pas d'Utilisation Commerciale](#)

[Pas de Modification](#)

[Attribution](#)



[Pas d'Utilisation Commerciale](#)

[Attribution](#)



[Pas d'Utilisation Commerciale](#)

[Partage dans les mêmes conditions](#)



3) **L'HADOPI** (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet) :

L'Hadopi est une institution exclusivement dédiée à la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet. Tous ses moyens humains et financiers sont concentrés sur le travail d'un seul sujet : le droit d'auteur sur internet. Comme toute institution de la République, elle conduit son action dans le sens de la protection de l'intérêt général. Son indépendance lui permet par ailleurs d'entendre tous les points de vue défendus par les uns et les autres et de chercher un équilibre entre ces derniers dans son action.

L'Hadopi a pour missions :

- de promouvoir le développement de l'offre légale et d'observer l'utilisation licite et illicite des œuvres sur Internet ;
- de protéger les œuvres à l'égard des atteintes aux droits qui leur sont attachés dans le cadre de la réponse graduée;
- de réguler l'usage des mesures techniques de protection.(les dispositifs qui empêchent de disposer librement d'un DVD, CD etc...)

L'Hadopi promeut un usage responsable de l'internet. Les usages actuels font une place majeure à l'utilisation illicite des œuvres en ligne. Ces pratiques sont lourdement pénalisantes. Elles mettent en danger la création et la diffusion culturelles.

4) **Le droit et l'image :**

1) Le droit à l'image n'est reconnu expressément par aucun texte de loi. Il a été construit par la jurisprudence qui se base sur plusieurs textes du Code civil .

« Chacun a droit au respect de sa vie privée »

Toute personne a donc sur son image un droit exclusif et absolu et peut donc s'opposer à sa fixation, sa reproduction et son utilisation.

Il est obligatoire d'obtenir l'autorisation de la personne que l'on photographie, sauf dans le cas des exceptions au droit à l'image.

Le droit à l'image doit en effet se combiner avec l'exercice de la liberté de communication de l'information.

Selon les tribunaux français, un cliché peut être utilisé sans l'accord des personnes photographiées si ce cliché a été pris dans la rue au cours d'un événement d'actualité comme les manifestations ou les journées « portes ouvertes ». Il faudra toujours que la personne soit concernée par l'événement et que le cliché ne porte pas atteinte à sa dignité.

2) le droit de l'image

La propriété littéraire et artistique protège dès leur création les images à partir du moment où elles obtiennent la qualification d'œuvre de l'esprit (caractère d'originalité et fixation sur un support papier ou numérique).

Des droits en cascades s'appliquent à une photographie :

- ☼ Les droits de l'auteur créateur qu'est le photographe
- ☼ Les droits du diffuseur
- ☼ Les droits du sujet photographié qui peut être une personne, un objet qui est la propriété de quelqu'un ou un lieu privé également propriété de quelqu'un. Le droit incombant au propriétaire devra être respecté

Dans le cadre de l'enseignement l'utilisation d'images diffusées sous licence libre est donc préférable (licences Creative Commons ou autre licence comme celle des Wikimedia Commons)



Images libres de droit

Le terme libre de droit ne signifie pas "gratuit". C'est à ce titre que toutes les images sont protégées par le copyright. Le terme "libre de droit" est un concept juridique signifiant qu'une fois les droits de licence versés pour l'utilisation de l'image, celle-ci peut être utilisée sans limite de durée, donc sur une base perpétuelle, sans limite territoriale, donc dans le monde entier, sans limite de fréquence et pour un éventail d'utilisations extrêmement large - à la différence des images à droits gérés.



Images à droits gérés

Contrairement aux images libres de droits en effet, pour toute utilisation d'une image à droits gérés, des droits de licence doivent être versés. Par exemple si l'image à droits gérés est utilisée dans le cadre de 5 utilisations différentes, les droits de licence devront être acquittés 5 fois et leur montant va dépendre de chaque usage. Par ailleurs il y aura souvent une durée limite d'utilisation, au delà de laquelle des droits de licence devront encore être versés pour continuer à utiliser l'image en question.

5) Loi informatique et libertés

La loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 (plus connue sous le nom de loi informatique et libertés de 1978) est une loi française qui réglemente la pratique du fichage, manuel ou informatique.

Article 1

L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques."

Dans la suite la loi définit ce qu'est une donnée à caractère personnel (toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée), puis définit de manière assez large ce qu'on appelle « traitement de données personnelles » (collecte, enregistrement, diffusion etc..) et fichier de données à caractère personnel.

Par la suite, elle spécifie :

- quelles sont les obligations d'un responsable de traitement
- quels peuvent-être les destinataires de ce traitement (Art. 3) : *toute personne habilitée à recevoir communication de ces données*
- quelles données peuvent être collectées : les « origines raciales », ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l'appartenance syndicale, ou celles relatives à la [santé](#) et à la sexualité sont interdites, étant qualifiées de [données sensibles](#), sauf exception (Art. 8 et 26)
- et comment elles doivent être récoltées et conservées (Art. 6 et 7). L'article 6 exige notamment que les données ne puissent être collectées que dans un certain but, que l'on ne collecte pas de données excessives au regard de ce but et que ces données ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire. Les données doivent être exactes, et au besoin mises à jour.

La loi définit ensuite un cadre précis pour le traitement de ces données : il faut que la personne concernée ait donné son consentement, sauf dans le cadre de certaines missions de service public, ou quelques autres cas strictement encadrés.

La loi Informatique et libertés concentre les droits des particuliers en quatre points qui sont :

Le droit d'information

La loi indique que toute personne a le droit de savoir si elle est fichée et, si oui, dans quel(s) fichier(s), c'est le droit d'information, droit fondamental base de tous les autres.

Le droit d'opposition

Le droit d'opposition autorise toute personne à s'opposer, pour un motif légitime, à ce qu'elle figure dans un fichier. De plus, elle peut s'opposer, sans justification, à ce que les données la concernant soient utilisées à des fins de prospection, en particulier commerciale.

Le droit d'accès

Le droit d'accès est complémentaire du droit d'information, puisqu'il permet en justifiant de son identité la consultation de ses données personnelles. Celle-ci donne la possibilité de vérifier l'exactitude des données et d'en obtenir une copie pour un coût n'excédant pas celui de la reproduction.

Le droit de rectification

Le droit de rectification, complément essentiel du droit d'accès, permet à toute personne de rectifier, compléter, actualiser, verrouiller ou faire effacer des données erronées la concernant.

L'autorité de contrôle permettant la bonne application de cette loi est la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Elle donne entre autres les autorisations d'établir des fichiers regroupant des données à caractère personnel (entre autres ceux utilisant le numéro de sécurité sociale).

Les six missions principales de la CNIL sont :

Informer les personnes sur leurs droits et obligations

Réguler l'utilisation des données personnelles (donne son avis sur certaines lois, doit donner son autorisation pour les fichiers sensibles etc..)

Protéger les citoyens : elle veille à ce que les gens soient informés de leurs droits, qu'ils puissent les exercer.

Contrôler les traitements informatiques des organismes publics ou privés. La CNIL surveille par ailleurs la sécurité des systèmes d'information en s'assurant que toutes les précautions sont prises pour empêcher que les données ne soient déformées ou communiquées à des personnes non-autorisées.

Sanctionner lorsqu'elle constate un manquement à la loi.

Anticiper les développements des technologies de l'information afin d'être en mesure d'apprécier les conséquences qui en résultent pour l'exercice des droits et libertés. Elle propose au Gouvernement les mesures législatives ou réglementaires de nature à adapter la protection des libertés et de la vie privée à l'évolution des techniques

6) "Droit" à l'oubli.

Il n'existe pas réellement de "droit à l'oubli" dans la loi informatique et liberté. Les seuls droits reconnus sont les droits à la suppression de données erronées ou périmées ou dont la collecte est interdite !

Cependant deux chartes du droit à l'oubli ont été signées par différents organismes :

- Charte du Droit à l'oubli numérique dans la publicité ciblée

Les signataires s'engagent essentiellement à

- garantir l'information des internautes en particulier en les informant de la présence de cookies (et des méthodes pour les refuser ou les supprimer) ou d'autres procédés techniques.
- permettre le libre choix de l'utilisateur : accepter ou refuser les publicités ciblées, choisir les centres d'intérêts à propos desquels les publicités ciblées sont acceptées.
- encadrer le rapprochement de données personnelles et comportementales
- permettre aux utilisateurs de refuser la localisation géographique.
- ne pas conserver les cookies trop longtemps (60 jours)

Ce qui signifie en creux, que les non signataires (qui restent nombreux) s'autorisent parfois (toujours) à installer des cookies sans vous en avertir, à récolter toutes sortes de données, à les croiser avec vos données personnelles ou des données récoltées par d'autres acteurs, à vous localiser géographiquement sans vous avertir etc....

Note : en informatique, un cookie (ou témoin de connexion) est défini comme étant une suite d'informations envoyée par un serveur à un client, que ce dernier retourne lors de chaque interrogation du même serveur sous certaines conditions (dans le protocole http). Il est envoyé par le serveur web au navigateur web qui le renvoie inchangé à chaque fois qu'il accède au serveur. Un cookie peut être utilisé pour une authentification, une session (maintenance d'état), et pour stocker une information spécifique sur l'utilisateur, comme les préférences d'un site ou le contenu d'un panier d'achat électronique ou d'autres informations moins avouables...qui permettent aux publicitaires de connaître vos goûts ou centres d'intérêts, vos manies etc....

- Charte du droit à l'oubli (pour les données publiées volontairement sur les réseaux sociaux, les forums, les moteurs de recherche etc...)

Les signataires s'engagent, pour l'essentiel, à :

- faire de la pédagogie en amont (sur les contenus qu'il vaut mieux ne pas publier, ou qu'il est interdit de publier et sur les conséquences possibles par exemple pour la vie professionnelle)

- donner une information claire, quant à l'utilisation des données, les différents paramètres de diffusion que l'utilisateur peut choisir, les droits de l'utilisateur, la durée de conservation etc...
- faciliter la gestion et la suppression des données, la suppression d'une adhésion ou d'un compte
- protéger les mineurs
- mettre en place un bureau des réclamations (pour les personnes non-membres également)
- permettre à l'utilisateur de contrôler le transfert de données vers des organismes tiers

Tout cela semble assez éloigné de ce que l'on constate encore trop souvent dans la réalité, et la meilleure précaution consiste certainement à être très prudent concernant les données privées que l'on publie !

7) Supranationalité du réseau : Une question de droit international

Jusqu'à l'apparition d'Internet, les documents étaient publiés dans un pays et soumis au droit de ce pays.

Pourquoi un réseau mondial ?

Les entreprises multinationales ont besoin de réseaux qui franchissent les frontières pour échanger des données, communiquer, etc.. Le réseau mondial Internet permet aux entreprises de trouver davantage de clients sans surcoût supplémentaires.

De plus l'émergence d'une culture mondiale/mondialisée (films, clips, chansons,...) s'accommode bien d'un média supranational.

Sur Internet, le contenu est à disposition du réseau entier donc du monde entier.

Par conséquent des conflits sont possibles entre les législations des différents pays (pays source des données et pays où se trouve l'utilisateur).

Les réponses à ce genre de conflits ne sont pas bien définies. Cependant, actuellement (et en général) le droit qui s'applique est celui du pays où est hébergé le serveur sur lequel se trouvent les contenus. L'utilisateur d'un serveur peut commettre des actes illégaux (vis-à-vis de la loi du pays hébergeant le serveur) et ne pas être inquiété par les lois du pays à partir duquel il agit. Un serveur hébergé dans un pays peut proposer des services aux utilisateurs se trouvant dans un pays dans lequel ces services sont illégaux (par exemple Megaupload). La situation se complique lorsque les contenus n'ont pas de localisation géographique stable (pour des questions de sécurité, de débit ou même de droit)...

Voici des éléments de réponses :

Les protocoles et conventions techniques doivent être les mêmes partout sur le réseau pour en assurer l'interopérabilité.

Qui décide ?

Trois acteurs majeurs :

1) l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Addresses and Numbers) :

c'est une agence (à but non lucratif) qui a la charge de gérer la « racine d'Internet » (serveur DNS racine qui fait correspondre les noms des domaines primaires à des adresses IP) et d'attribuer des adresses I.P. primaires.

Elle est américaine et l'action de la justice américaine contre Megaupload a consisté dans un premier temps à rediriger les adresses DNS de Megaupload en attendant la saisie par la justice locale des serveurs.

2) l'IETF

organisme informel essayant de proposer des normes pour les protocoles utilisés par l'internet.

Un **protocole** est une méthode standard qui permet la communication entre des processus (s'exécutant éventuellement sur différentes machines), c'est-à-dire un ensemble de règles et

de procédures à respecter pour émettre et recevoir des données sur un réseau. Par exemple les protocoles FTP, HTTP, SMTP, IP etc...

3) W3C, mêlant groupes informels de techniciens et associations de droit américain. C' est un organisme de normalisation à but non lucratif chargé de promouvoir la compatibilité des langages du World Wide Web telles que HTML, XHTML, XML...

La régulation peut se faire à plusieurs niveaux :

1) Les FAI (Fournisseurs d'Accès à Internet) peuvent contrôler ce que font leur clients (quantité d'information échangée, ports utilisés, bande passante utilisée, etc.) Ils peuvent donc renseigner les autorités locales d'abus. Ils ne le font que sous l'injonction de la justice : la surveillance des contenus échangés étant coûteuse.

2) Des infrastructures de surveillance des flux au niveau élémentaire (= analyse des paquets TCP) permettent théoriquement un contrôle aussi fin que désiré des flux. De tels infrastructures sont coûteuses et leur utilisation encore davantage avec une exactitude de l'information parfois douteuse (notamment si le contrevenant utilise une borne wifi ou pirate une connexion). De telles infrastructures servent surtout aux régimes totalitaires à organiser leur répression (e.g.Libye de Kadhafi).

La question de la « gouvernance du Net » se pose de manière de plus en plus cruciale. Des conférences internationales sont organisées mais il n'existe pas de consensus : certains prônent un contrôle national très ferme (par exemple l'Iran ou la Chine) au point de vouloir créer des copies nationales des diffuseurs de contenus comme Youtube...la jonction entre l'Internet et le réseau national étant contrôlé directement contrôlé par l'État.....mais la plupart des pays sont décidés à protéger la grande liberté d'expression que permet l'internet.